

# LE TEMPS

## Ukraine et changement climatique, même combat

Le Temps, Charles Wyplosz, 31 mars 2022

---

Il est habituel de dire que les responsables politiques ne bougent que lorsqu'ils ont le dos au mur. La pression qu'ils doivent ressentir ces jours est gigantesque. Déjà la sortie (tant espérée) de la pandémie s'était accompagnée d'une montée des prix de l'énergie. Et voilà que l'invasion de l'Ukraine nous ramène aux tristes jours des chocs pétroliers. Mais le grand paradoxe est que ce choc énergétique est ce dont nous avons besoin pour lutter contre le changement climatique. En effet, la seule manière sûre de réduire durablement la consommation d'énergie sale est de la rendre plus chère, histoire de nous encourager à utiliser des sources alternatives non carbonées. Ni les interdictions ni les encouragements à la sobriété ne feront l'affaire. Si à quelque chose malheur est bon, on peut espérer que cet avant-goût de notre avenir énergétique déblocquera la longue période d'inaction ou d'actions erronées.



**CHARLES WYPLOSZ**

Avec plus de prescience, cette nécessaire hausse des prix de l'énergie aurait été décidée depuis longtemps, et mise en place tout doucement et de manière prévisible. Elle arrive brutalement et le futur est extraordinairement incertain.

Depuis longtemps, le prix que nous payons pour l'énergie est périodiquement manipulé. Les deux premiers chocs pétroliers ont été une punition politique imposée par les pays du Moyen-Orient après la défaite des pays arabes face à Israël en 1973. Depuis lors, les cours du pétrole ont reflété les événements dans la région et les aléas des alliances entre pays producteurs. Aujourd'hui, c'est le tour de la terrible aventure de Poutine en Ukraine.

Le résultat est qu'un élément essentiel de la lutte contre le réchauffement climatique, le prix de l'énergie, échappe au contrôle des Européens, mais il y a du mouvement dans l'air. Les dirigeants de l'UE envisagent d'acheter collectivement pétrole et gaz, tout comme ils l'ont fait pour les vaccins contre le Covid-19. Cette idée d'une Union de l'énergie est extraordinairement ambitieuse, même si elle flotte dans l'air depuis un moment. Elle était jusqu'ici bloquée par le refus de l'Allemagne, qui avait sa propre politique énergétique et tenait à préserver ses liens commerciaux avec la Russie. Son abrupt retournement illustre les limites de politiques purement nationales, le manque de réflexion stratégique et la fiabilité de la Russie. Face au cartel des producteurs, un autre cartel qui regrouperait les consommateurs permettrait de mieux aligner, enfin, prix de l'énergie et lutte contre le réchauffement climatique. La secousse de l'invasion de l'Ukraine semble ouvrir la porte à une évolution importante, mais les difficultés techniques et politiques suggèrent de longues négociations.

Les inégalités créées par une hausse du prix de l'énergie sont un autre aspect crucial. Dans chaque pays, cette hausse pénalise plus durement les bas revenus, ce qui conduit de nombreux gouvernements à protéger les populations les plus sensibles. Ce faisant, deux erreurs se profilent. La première est de prendre des mesures générales, comme une limite des prix de l'essence. Ces mesures sont très coûteuses car elles bénéficient à tout le monde, alors qu'il est possible de ne cibler que ceux qui en ont vraiment besoin. L'autre erreur est d'imaginer des solutions temporaires alors que la lutte contre le réchauffement climatique sera avec nous pendant longtemps.

Mais les inégalités se creusent aussi entre les pays. Pays riches contre pays pauvres, pays producteurs contre pays consommateurs, ces thèmes ont été abordés lors des COP, mais les avancées restent limitées. En Europe, la nouvelle division concerne les pays très dépendants de la Russie et les autres. Lors de la pandémie, les pays membres de l'UE ont créé un mécanisme sans précédent, qui répond au doux nom de NextGenerationEU. Son originalité est que les pays du Nord dits «frugaux» aident les pays du Sud fortement endettés. Ce précédent pourrait conduire les pays de l'Ouest à aider les pays de l'Est, Allemagne y compris. Si à quelque chose malheur est bon, on peut espérer que cet avant-goût de notre avenir énergétique permettra de débloquer la lutte contre le changement climatique.